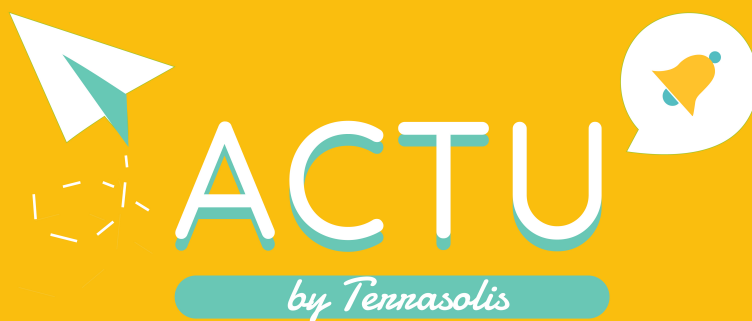




LABEL BAS-CARBONE ET SBTI, QUELLES SYNERGIES ET QUELS ENJEUX ?

Comment faire converger les objectifs des agro-industries et des exploitations agricoles en matière de réduction d'émission de gaz à effet de serre ? Profitant du salon de l'agriculture, les partenaires du projet CarbonThink apportent des éclairages nouveaux au débat, invitant à leur table LVMH, AVRIL, KRONENBOURG et VIVESCIA.

« **Carbone, Carbone, Carbone...** » autour de ce thème phare du salon de l'agriculture, plus d'une cinquantaine de participants éclairés sont présents en ce 1er mars 2022 à la conférence organisée par CarbonThink. Syndicats agricoles, coopératives, négoce, collectivités, chercheurs, associations environnementales, industries de l'agro-alimentaire et du luxe, start up, collectivités, ministères... le sujet fédère.

SBTi vs LBC, quelles synergies ?

Pour l'instant, agro-industries et exploitations agricoles, maillons des mêmes filières, s'appuient sur des méthodologies distinctes pour diminuer leur impact climatique, respectivement SBTi et LBC.

L'initiative Science Based Targets (SBTi) propose depuis 2015 un cadre méthodologique international permettant aux entreprises de définir des objectifs de réduction des émissions alignés sur l'Accord de Paris, à savoir la limitation de l'élévation de la température moyenne mondiale à 1,5°C ou 2°C par rapport aux niveaux préindustriels. Aux côtés de 2500 entreprises engagés ou en cours d'engagement, on peut par exemple lire sur <https://sciencebasedtargets.org/> que **« LVMH s'engage à réduire les émissions de GES de son scope 3 de 55% par million d'euros de valeur ajoutée d'ici 2030 par rapport à l'année de référence 2019 ».**

Le Scope 3 du bilan Carbone ou Gaz à effet de serre (GES) d'un industriel comprend les émissions en amont (côté fournisseurs) et en aval (côté consommateurs) de ses usines. Les exploitations agricoles auprès desquelles s'approvisionnent un agro-industriel constituent son Scope 3.

Le Label Bas-Carbone, lancé par le gouvernement français en 2019, propose quant à lui un cadre de certification de projets de réduction d'émissions de GES et de séquestration carbone dans tous les secteurs diffus – forêt, agriculture, transport, bâtiment, déchets, etc. – permettant de les valoriser économiquement. Le Crédit Carbone est une des sources de financement, ce n'est pas la seule.

En pratique, le LBC se distingue du SBTi sur au moins trois points :

- Le périmètre du LBC porte sur l'exploitation agricole, selon une approche globale, toutes productions, alors que le SBTi cible la plupart du temps un produit, dans une logique d'analyse de cycle de vie ;
- En matière de gaz à effet de serre, le SBTi se concentre sur les émissions brutes de gaz à effet de serre alors que le LBC intègre également le stockage de carbone dans le sol ;
- Quand le SBTi s'appuie sur des facteurs d'émissions génériques (nationaux ou internationaux), le LBC évalue le bilan Carbone de manière individualisée sur chaque exploitation agricole, selon le contexte local : sol, météo, etc. ;

« Il est important de mesurer pour une ferme simultanément émissions ET stockage. En effet, réduire ses émissions, par exemple en diminuant sa fertilisation azotée minérale et/ou en introduisant des légumineuses qui ont un plus faible C/N, peut dans certaines situations entrainer un déstockage de carbone du sol »

rappelle Edouard Lanckriet d'Agrosolutions, partenaire CarbonThink.

Exploitations agricoles et agro-industries interconnectées

Un élément important à retenir est que le projet LBC de réduction des émissions d'une exploitation agricole vendant ses crédits Carbone à un tiers peut apparaître dans le bilan Carbone Scope 3 de l'agro-industrie s'y approvisionnant, sans problème de double compte. Cette recommandation portée par I4CE est une petite révolution, car les standards internationaux Carbone (Gold Standard, Verra...) ont longtemps laissé entendre le contraire. Ainsi, quelle qu'en soit l'origine (financement extérieur, nouvelle réglementation, etc), si une ferme améliore son bilan Carbone, le Scope 3 de sa filière avale s'en trouve amélioré, sachant qu'une même exploitation est souvent sur la chaîne de valeur de plusieurs agro-industries. Il ne reste alors qu'à allouer le bilan Carbone global de l'exploitation agricole à ses différentes productions pour que chaque agro-industrie en intègre sa partie dans son Scope 3.

« Dans une logique d'obligation de résultat, le LBC est un outil pour aider à flécher vers des projets à impact des financements variés :
Crédit Carbone, Prime Filière, Subvention Publique »

souligne Claudine Foucherot d'I4CE, partenaire CarbonThink.

Une exploitation agricole peut donc mobiliser à la fois Crédit Carbone et Prime de filière. Tant que les primes de filière ne couvrent pas l'ensemble des coûts de la transition ou tant que les primes de filière ne sont pas concomitantes au projet LBC, l'additionnalité du LBC est respectée.

Des filières qui s'engagent

LVMH, AVRIL, KRONENBOURG (CARLSBERG), VIVESCIA (coopérative agricole et groupe agro-alimentaire) ces quatre géants de l'agro-alimentaire et du luxe évaluent leur bilan Carbone en portant une attention particulière sur leur Scope 3, composé en grande partie des exploitations agricoles auprès desquelles ils s'approvisionnent.

Clément Tostivint, directeur Développement durable chez AVRIL, précise que « **le bilan Carbone d'Avril est d'environ 9.2 MT CO2 équivalent, dont 96% en provenance du Scope 3** » et que si des imprécisions demeurent dans les méthodes, celles-ci permettent tout de même de guider l'action climatique des entreprises. SBTi est même devenu une attente forte de la part des ONG, des

agences de notation extra-financière, des organismes bancaires... **« Avril est en cours de validation SBTi ».**

Ces quatre entreprises, opérant aussi bien en France qu'à l'internationale ont également toutes en commun d'avoir lancé des actions de promotion de pratiques agroécologiques.

Hélène Valade, directeur Développement et Environnement chez LVMH, explique à ce sujet que le **« premier axe de travail de LVMH est la biodiversité, et non pas le carbone »**, qui vient juste après. **« Déjà 600 000 hectares sont engagés en 2021 en agriculture régénératrice chez LVMH avec un objectif de 5 millions d'hectares dans le monde pour 2030 ».** Chez Kronenbourg, Agnès d'Anthonay, directrice des Affaires publiques et du Développement durable, rajoute s'orienter **« vers des pratiques agricoles conjointement plus respectueuse du climat, de la biodiversité et de la ressource en eau, au travers des expérimentations en cours chez des producteurs de houblon et d'orge ».**

Tous s'entendent sur la nécessité d'agir à l'échelle des territoires et de manière coopérative pour accompagner les exploitations agricoles, et donc leurs filières, vers le bas-carbone. Savine Oustrain, directrice Recherche et Innovation de Vivescia Agriculture, insiste sur la nécessité, au prix actuel du crédit Carbone, de trouver pour les agriculteurs des financements complémentaires : prime filière et subvention publique. Par ailleurs, sa coopérative **« lance un diagnostic Carbone simplifié pour les 8000 associés coopérateurs qui permettra de dresser un état Carbone initial, de fixer des objectifs, mais aussi de faire de la pédagogie ».**

Collaboration territoriale

En ouverture, CarbonThink invitent les agro-industries à concevoir leur démarche climatique en termes de contribution à la réduction du bilan Carbone global des exploitations agricoles, afin d'y favoriser les transitions systémiques.

Qui plus est, la juste valorisation de la faible intensité Carbone des exploitations agricoles sera facilitée par la collaboration à l'échelle des territoires entre acteurs, faisant converger sur une même ferme différents flux de financements.

👉 Entraîné par Terrasolis, le collectif CarbonThink continue de travailler à la définition d'une « ferme ou production bas-carbone », complémentaire de l'approche « Ferme en transition » du LBC, et répondant aux ambitions climatiques des agro-industries ouvrant la voie aux Primes Filières.

À propos 💡

CarbonThink, c'est un projet régional qui traite d'évaluation et de financement Carbone en grandes cultures en Grand Est. Depuis 2 ans, **CarbonThink** a :

- corédigé et testé en avant-première sur dix fermes la méthodologie du Label Bas-Carbone dédiée aux grandes cultures ;
- formé un collectif de 200 fermes et 14 organisations agricoles mutualisant leur diagnostic Carbone et leur expérience afin de produire des références techniques ;
- étudié et aggloméré différentes sources de financement, Crédit Carbone, Prime Filière et Subvention Publique, pour valoriser les bonnes pratiques agricoles à venir et celles déjà en place en grandes cultures en Grand Est.



Contact

Etienne Lapierre - Coordinateur CarbonThink

✉ etienne.lapierre@terrasolis.fr | 📞 06.89.44.46.93